



Direction départementale de la Protection des  
Populations de la Drôme  
Service protection de l'environnement

PRÉFET DE LA DRÔME

Dossier suivi par : Sylvie BÉOLET

Tél. : 04 26 52 21 61  
fax : 04 26 52 21 62  
mail : ddpp@drome.gouv.fr

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2018207-0004**

### **PORTANT MISE EN DEMEURE**

**Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement**

**à l'encontre de l'EARL BERMONT**

**dont le site d'élevage est situé à MONTTOISON**

**Le Préfet de la DRÔME  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'élevages relevant du régime de l'autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2010-0239 du 10 janvier 2010 de prescriptions techniques au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement applicable à l'EARL de Bermont ;

**VU** le courrier du 1<sup>er</sup> février 2018 invitant l'exploitant à informer l'inspection sous quinzaine des mises en conformités opérées qui n'auraient pas été portées à sa connaissance et l'informant qu'à défaut, il serait envisagé la prise d'un arrêté de mise en demeure pour remédier aux non conformités relevées ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant au courrier du 1<sup>er</sup> février 2018 ;

**VU** l'absence de réponse au courrier en date du 22 juin 2018 l'informant du projet d'arrêté de mise en demeure ;

**CONSIDERANT** que lors de l'examen des éléments en sa possession, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- la vérification de la conformité des installations électriques de l'élevage n'a pas été réalisée ;
- le plan d'épandage nécessite une mise à jour ;

**CONSIDERANT** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'arrêté ministériel susvisé aux articles 14, 27-1 et 27-2 de l'arrêté du 27 décembre 2013 susvisé ;

**CONSIDERANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'EARL de Bermont de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'EARL de Bermont est mise en demeure de :

- faire procéder à la vérification des installations électriques de l'installation classée et aux travaux de mises en conformité électriques rendus nécessaires ;
- faire une mise à jour complète du plan d'épandage ;

**au plus tard le 30 septembre 2018.**

**ARTICLE 2** : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement (consignation de somme, exécution d'office en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, suspension du fonctionnement des installations et ouvrages ou paiement d'une amende et astreinte journalière) ;

**ARTICLE 3** : Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus aux articles R.514-3-1 du même code par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté sera notifié à l'EARL de Bermont . Une copie sera déposée en mairie de Montoisson et tenue à la disposition du public ;

**ARTICLE 5** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme, le Directeur de la Protection des Populations, le Maire de la commune de Montoisson, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Fait à Valence, le 25 juillet 2018

Le Préfet, par délégation  
Le Directeur de Cabinet

Sabry HANI